

Anthropologie et Sociétés



L'État de la recherche sur la paix et des études stratégiques au Canada

Rod Byers

Volume 7, numéro 1, 1983

Guerres et stratégies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006118ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006118ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Byers, R. (1983). L'État de la recherche sur la paix et des études stratégiques au Canada. *Anthropologie et Sociétés*, 7(1), 193–212.
<https://doi.org/10.7202/006118ar>

L'ÉTAT DE LA RECHERCHE SUR LA PAIX ET DES ÉTUDES STRATÉGIQUES AU CANADA



Rod B. Byers

Programme de Recherches en Études Stratégiques
Université York

L'étude des relations internationales comprend un large éventail de domaines et d'approches. Deux de ces domaines — la recherche sur la paix et les études stratégiques — mettent explicitement l'accent sur les problèmes de la guerre et de la paix dans le système international. En général, toutefois, on perçoit ces deux domaines comme représentant des approches divergentes de ce sujet d'étude : ils partent d'un ensemble différent de prémisses et d'axiomes sur la conduite des relations internationales, ont des objectifs différents et donc proposent des actions politiques largement différentes pour assurer un environnement international plus pacifique.

Ce qui distingue et sépare ces deux domaines se voit au fait que la recherche sur la paix et les études stratégiques ont leurs propres bibliographies, leurs propres revues spécialisées, leurs organisations professionnelles propres et qu'ils offrent des types de formation complètement différents dans les institutions d'éducation. On pourrait donc dire que tous les deux correspondent aux principaux critères pour être reconnus de plein droit comme des disciplines académiques distinctes.

Le simple fait que des termes différents soient employés par des individus qui étudient le même sujet, reflète ces différences qui les sous-tendent. À un niveau quelque peu différent, il semble y avoir un manque de respect académique entre d'un côté les chercheurs de la recherche sur la paix et les chercheurs des études stratégiques de l'autre côté. Les spécialistes de la stratégie traitent souvent les recherches sur la paix de naïves et d'idéalistes et le terme « peacenik » a une connotation péjorative. Les chercheurs des recherches sur la paix considèrent pour leur part les spécialistes de la stratégie comme des « fauteurs de guerre » ou, au mieux, comme ceux qui soutiennent de plus gros et meilleurs budgets de la Défense et/ou le complexe militaro-industriel.

En raison de leurs orientations académiques, professionnelles, institutionnelles et politiques différentes, la première partie de cet article replacera les études de stratégie et les recherches sur la paix dans un contexte plus large et fera état des similarités et différences et de leur évolution. La seconde et la troisième partie se tourneront vers la situation au Canada et présenteront quelques conclusions sur l'évolution future des deux domaines au Canada.

▣ Les domaines d'étude

Des deux domaines, c'est celui de la recherche sur la paix qui est le plus établi, sa tradition remonte avant la deuxième guerre mondiale. Il a ses racines dans les traditions académiques américaines, et a toujours fait preuve d'éclectisme dans son approche des problèmes de la guerre et de la paix puisque ses perspectives comprenaient des orientations aussi bien marxistes que non-marxistes. Les études de stratégie par contre ne furent elles-mêmes qu'après les années 45 et les débats liés aux armes nucléaires ont été au cœur de leurs recherches. Il n'est pas surprenant, par conséquent, qu'elles aient été largement influencées par la réflexion et les spécialistes américains de la stratégie. Les premiers travaux dans ce domaine sont presque tous d'origine américaine et l'approche américaine du sujet a tendu pendant longtemps à dominer ce champ de recherche — cela reste jusqu'à un certain point le cas. Les études de stratégie ont donc été plus monolithiques que celles de la recherche sur la paix. Il y eut jusqu'à récemment une relative unanimité sur ce qu'il fallait étudier et comment l'étudier, même s'il y eut un large éventail de propositions d'applications politiques.

Cependant, aucun consensus ne se dégage dans le cas des études stratégiques quand il s'agit de délimiter le domaine. L'ampleur et la diversité caractérisent l'éventail des études stratégiques contemporaines et il n'y a pas d'accord sur une définition simple du terme ou des approches du sujet. On peut donc définir le terme de manière relativement étroite ou plus largement pour comprendre le vaste éventail des aspects propres à l'usage de la force militaire dans la politique internationale. En fait, et sans égards aux problèmes de définition, la plus grande part de la littérature a mis l'accent sur six thèmes : la dissuasion, la limitation des armements, la guerre limitée, la guerre révolutionnaire, la gestion des crises et les alliances militaires. Parmi ces thèmes, c'est celui de la dissuasion, conventionnelle et nucléaire, qui a été au cœur des recherches.

Les études relevant des recherches sur la paix ont fait preuve de leur côté d'une diversité et de désaccords plus grands en raison de l'évolution de trois approches distinctes mais qui se recoupent aussi : l'école de la science pure, les traditionalistes et l'école critique radicale¹. L'école qui

¹ Pour une présentation des recherches sur la paix, voir Juergen Dedring, *Recent Advances in Peace and Conflict Research*, 1976, Sage, Beverly Hills.

visée à la science pure ne sera pas discutée en détail car elle rejette en général toute orientation politique. Les traditionalistes, qui représentent le courant principal dans ce domaine, peuvent être mis en contraste avec l'école critique radicale. Ces trois écoles de la recherche sur la paix défendent toutes l'objectif ultime d'un monde plus pacifique.

Pour les traditionalistes, l'élimination de la guerre représente un intérêt majeur. On a caractérisé l'objectif de l'élimination de la guerre comme une paix « négative » et l'école critique radicale a critiqué cet objectif comme tel, le traitant d'approche à court terme intéressée surtout à maintenir ou à instaurer les conditions de la non-guerre. L'école radicale soutenait qu'il était essentiel d'aller au-delà de la paix « négative » en s'intéressant aux questions de justice humaine et sociale. Par exemple, l'accent mis par Galtung sur la notion de « violence structurale » relève d'une approche « positive » de la paix parce que les problèmes de la non-guerre sont liés aux changements social, économique et politique². De nombreux traditionalistes supporteraient cet objectif à long terme mais soutiennent que la paix « négative » doit précéder la paix « positive ».

Du côté des défenseurs des études de stratégie, on n'observe pas de divisions semblables pendant les années 50 et 60. La situation s'est développée de telle façon que les analystes de la stratégie – civils ou militaires – ont fait preuve d'un degré relativement élevé de consensus. Il y eût certes des critiques des études de stratégie mais ils avaient tendance à attaquer la discipline de l'extérieur du courant principal de ce champ d'études et ne se définissaient pas eux-mêmes comme des stratèges³. Ils n'eurent donc qu'une influence minime sur l'évolution de ce type de recherche.

Même si au début il était difficile de distinguer des écoles différentes dans les études de la stratégie, on a vu émerger au cours de la dernière décennie un bon nombre de perspectives en opposition de plus en plus appariée. Sous une forme ou sous une autre, ces différences sont liées à la diversité des orientations et des préférences politiques qui ont vu le jour à la suite de la détérioration des relations Est-Ouest et de l'escalade continue de la course aux armements nucléaires. Ceux qui proposaient ou critiquaient la détente défendaient des alternatives complètement différentes pour gérer les relations Est-Ouest. On peut de la même façon distinguer les défenseurs de la limitation des armements et ceux qui proposent la paix par l'usage de la force militaire. Étant donné l'accent mis pendant les années 70 sur les Conférences portant sur la limitation des armes stratégiques et l'importance de la question du contrôle des armements dans le débat politique aux États-Unis et en Europe, on ne devrait pas se surprendre de l'ap-

² Voir par exemple J. Galtung, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, 6: 167.

³ Philip Green, *Deadly Logic: The Theory of Nuclear Deterrence*, 1966, Shocken, New York, serait un exemple.

parition de divisions, favorisées en plus par le peu de succès du contrôle des armements et les actions des Soviétiques, telle l'invasion de l'Afghanistan.

En plus des divisions internes, de plus en plus apparentes avec le temps, à l'intérieur même des domaines propres aux recherches sur la paix et aux études de stratégie, il faut noter également de nombreuses différences importantes entre les deux champs d'études. Une de ces différences porte sur la façon d'aborder les relations internationales. Les chercheurs des recherches sur la paix, de l'école traditionaliste et de l'école critique radicale, tendent à rejeter l'idée que la philosophie de Clausewitz devrait servir de norme dans les rapports internationaux : ils rejettent l'idée que la guerre devrait être et est une continuation de la politique par d'autres moyens. La plupart des stratèges de leur côté sont d'accord pour dire que Clausewitz est bel et bien vivant et que l'usage de la force militaire restera un moyen de résoudre des conflits lorsque des intérêts nationaux vitaux seront en jeu. Cette différence de perspective tend, toutefois, à simplifier outre mesure le débat puisque ceux qui favorisent le contrôle des armements rejettent l'application de Clausewitz au niveau nucléaire — pour eux la seule légitimité des armes nucléaires est la dissuasion — mais tendent à accepter la réalité des forces militaires conventionnelles. De leur côté, les défenseurs de la paix par la force militaire semblent accepter l'idée que la perspective de Clausewitz puisse s'appliquer aux deux niveaux, conventionnel et nucléaire. C'est ainsi que l'écart est devenu beaucoup plus apparent entre ceux qui proposent une stratégie de l'utilisation de la force nucléaire pour des objectifs précis (NUTS : Nuclear Utilization Targetting Strategy) et ceux qui sont ouverts à l'idée d'une destruction nucléaire mutuelle assurée (MAD : Mutual Assured Destruction)⁴.

Le problème de la méthodologie de la recherche a provoqué des débats considérables parmi les chercheurs sur la paix. L'école de la science pure, et à un degré moindre l'école traditionaliste, ont soutenu que la méthodologie devrait être quantitative, scientifique au meilleur sens du terme et libre le plus possible de toute valeur. L'école critique radicale s'est opposée à cette approche — spécialement à l'accent mis sur l'orientation libre de toute valeur. Elle a défendu l'idée qu'il faut une orientation normative plus forte et qu'il est impossible d'ignorer les systèmes de valeurs en place. Les débats sur le seuil que la recherche sur la paix ne devrait pas dépasser pour rester libre de toute valeur ont fait historiquement la différence entre les approches de la science pure et de la critique radicale.

Contrairement aux recherches sur la paix, aucune différence méthodologique majeure n'a marqué les études de stratégie. Il y eut mélange des études quantitatives et non-quantitatives et les spécialistes rejettent pour la plupart l'idée qu'une orientation libre de toute valeur devrait l'emporter

⁴ S.N. Keeny et W.K.H. Panosky, « MAD vs. NUTS : The Mutual Hostage Relationship of the Superpowers », *Foreign Affairs*, Winter 1981-82: 287-304.

— en fait c'est probablement l'inverse. Il y eut néanmoins tendance à passer outre ou à réduire les problèmes moraux et éthiques impliqués, particulièrement en ce qui concerne le nucléaire et autres armes de destruction massive. Les stratèges ont cependant reconnu plus récemment l'importance de l'ethnocentrisme dans leurs réflexions et sont de plus en plus conscients que cet aspect doit être pris en compte.

Mais qu'en est-il des préférences politiques des chercheurs sur la paix et des chercheurs des études stratégiques ? C'est ici que les différences sont devenues plus aiguës avec le temps. Les traditionalistes de la recherche sur la paix ont mis une forte insistance sur la réorientation et le contrôle de l'environnement international et acceptent certaines des normes qui prévalent en politique internationale. On pourrait caractériser par exemple l'orientation politique majeure des traditionalistes comme visant la paix par le désarmement. L'école critique radicale, de son côté, en plaçant l'accent principal sur le changement des environnements internationaux et domestiques, a une orientation politique qui la conduit à viser la paix par le changement social, politique et économique.

Dans le cas des études de stratégie, on peut mieux comprendre l'écart entre ceux qui favorisent le contrôle des armements et les défenseurs de la paix par la force militaire si l'on examine les propositions politiques divergentes venues de ces deux courants⁵. La ligne qui favorise le contrôle des armements a mis de l'avant des politiques liées à la détente, dont la nécessité de maintenir une dissuasion mutuelle à des niveaux plus bas des forces dans le cadre d'une stabilité stratégique. Pour ceux-là, l'objectif qui l'emporte sur tous les autres est la réduction, et si possible l'élimination, des dangers de la guerre nucléaire. Ils ont de plus cherché en général des options politiques qui limiteront l'usage de la force militaire conventionnelle. La ligne, par contre, de ceux qui défendent la paix par la force militaire soutient que les politiques liées à la détente sont démodées et se sont détachées de fait de la sécurité occidentale. Ils tendent à accentuer le besoin de poursuivre la dissuasion dans un cadre de guerre effective possible. C'est pourquoi les doctrines et les forces qui ouvrent à des options nucléaires limitées devraient être encouragées pour renforcer la crédibilité de la dissuasion. Ceci n'implique pas que les avocats de la paix par la force militaire sont nécessairement les plus susceptibles d'utiliser la force militaire, mais leur diagnostic des intentions et des objectifs soviétiques — vu la doctrine en place et les forces existantes — requiert de leur point de vue que les États-Unis et l'Ouest soient préparés pour les scénarios du pire.

Le débat politique interne parmi les chercheurs des recherches sur la paix a été plus long et, jusqu'à un certain point, plus intense que les différences courantes entre les stratèges. Les traditionalistes soutiennent que les différences politiques ont nui à l'efficacité des études des chercheurs sur la paix.

⁵ Leon C.V. Sigal, « Rethinking the Unthinkable », *Foreign Policy* 34, 1979: 35-51.

En fait, certains des traditionalistes ont été ambivalents quant à l'usage du terme « recherche sur la paix » étant donné son manque de légitimité dans de nombreux cercles gouvernementaux, ses affiliations institutionnelles et ses facilités de recherches limitées. C'est ainsi que certains des traditionalistes ont adopté l'idée que l'accent mis sur la redéfinition des notions de paix et/ou de recherche a tendu à devenir contreproductive. David Singer, par exemple, a fait remarquer que les divisions profondes sur la proposition que « la paix n'est pas simplement l'absence de guerre, mais la présence de... » n'ont pas été utiles. « Plutôt que de poursuivre la tâche cruciale de découvrir la cause des conflits violents et les voies possibles pour les diminuer et les éliminer, nous consacrons une énergie sans bon sens à nous demander si c'est bien là notre tâche »⁶.

L'école critique radicale soutenait de son côté que les traditionalistes avaient une approche trop limitée et ne s'occupaient pas adéquatement des causes plus profondes de la violence sociale et politique. Ils prétendent de ce point de vue que les traditionalistes ont eu tendance à contribuer, au moins indirectement, à la continuation de la guerre et des hostilités dans le système international. Les partisans de la critique radicale aux États-Unis ont souligné le fait que trop de traditionalistes ont joué le rôle de consultants au Département de la Défense ou au Département d'État. En d'autres mots, les traditionalistes ont été, selon cette opinion, cooptés par le système politique. Cette voie de raisonnement a connu son sommet pendant la guerre du Viet-Nam et a provoqué une tension considérable parmi les chercheurs de la recherche sur la paix.

On ne peut ignorer, enfin, la composante idéologique. Un bon nombre de partisans de la ligne radicale étaient marxistes et rejettent, sans surprise, les orientations et les propositions d'actions politiques non-marxistes. Il faut mentionner, toutefois, que la composante idéologique semble avoir été plus importante dans les groupes de recherches européens sur la paix qu'aux États-Unis.

En raison des développements internes des études sur la paix et sur les stratégies, les traditionalistes et ceux qui visent au contrôle des armements ont eu tendance à se grouper au centre de l'éventail des différences en ce qui concerne les propositions politiques à faire sur l'usage de la force militaire. Cela veut dire que les défenseurs de la paix par la force militaire et les partisans de la critique radicale sont aux extrêmes des deux domaines. Les développements récents du système international, amèneront ces différences à s'amplifier durant les années 80.

Néanmoins et malgré les similitudes entre les traditionalistes et ceux qui visent au contrôle des armements, les différences sous-jacentes aux

⁶ Voir l'Introduction à Dedring, *Recent Advances in Peace and Conflict Research*, p. 5 et 6. Pour une autre critique voir J. David Singer, « An Assessment of Peace Research », *International Security*, 1, 1, 1976: 118-137.

deux domaines restent plus importantes encore. L'approche des chercheurs de la recherche sur la paix comporte sur le thème de la paix et de la guerre une dimension éthique forte qui, selon ses critiques, l'a éloignée de propositions politiques réalistes. Les critiques ont aussi prétendu que ces chercheurs sous-estiment souvent la complexité des causes de guerre. La majorité des stratèges adoptent en revanche l'idée que les études de stratégie sont hors morale. Cette position reflète en partie l'influence de Hobbes dans les relations internationales et l'idée que Clausewitz est toujours là quand il s'agit de mener une politique internationale. C'est pourquoi la perception de la menace, les intentions et les forces militaires semblent être des pierres de touche pour les études de stratégie. Quand elles sont placées dans le cadre de l'analyse des scénarios du pire – particulièrement en ce qui regarde les relations Est-Ouest – les différences d'avec les recherches sur la paix deviennent clairement apparentes.

Bref les différences entre les deux domaines restent plus importantes que les similitudes. La recherche sur la paix et les études de stratégie continuent d'avoir des objectifs divergents, des opinions différentes sur la manière de conduire les politiques internationales, et insistent sur des options politiques différentes. Dans le contexte nord-américain, la recherche sur la paix a surtout été extra-gouvernementale et située pour la plupart dans des institutions financées par le secteur privé. Les études de stratégie pour leur part ont été à la fois gouvernementales et extra-gouvernementales, elles ont de nombreuses affiliations institutionnelles et sont mieux établies dans le système universitaire. À certains égards, les deux disciplines semblent être à des années-lumières de distance. De plus, il semble juste d'affirmer qu'en général, les membres d'un groupe ne lisent pas les travaux de l'autre, n'essayent pas d'apprécier les similitudes et soulignent probablement trop les différences. Cela pourrait changer pendant les années 80 car ceux qui favorisent la ligne du contrôle des armements et les traditionalistes semblent avoir des positions plus similaires que dans le passé.

La recherche sur la paix au Canada

Le développement de la recherche sur la paix au Canada a suivi et accompagné les développements qui se produisaient aux États-Unis, mais il y eut en même temps un contenu proprement canadien. Les parallèles avec le mouvement américain viennent du type d'arguments discutés dans la première partie de cet article, mais les arguments ont varié plus souvent dans le contexte canadien. Ceci est en partie dû au fait qu'un certain nombre de chercheurs canadiens importants ont changé de position avec le temps et ont incorporé dans leurs propres écrits des aspects variés des trois écoles de pensée de leur domaine. Par ailleurs, les partisans de la recherche canadienne sur la paix n'ont pas été aussi directement impliqués dans le processus politique que leurs homologues aux États-Unis.

Deux des chercheurs en vue du Canada, Allan et Hanna Newcombe, ont soutenu que la composante « recherche » de la recherche sur la paix devrait être définie de manière à être compatible avec l'école de la science pure. La recherche doit viser à découvrir des faits auparavant inconnus de toute l'humanité et « tout chercheur *n'importe où dans le monde*, traitant du même problème et utilisant la *même* technique, devrait en arriver aux *mêmes* résultats s'il est également compétent et si tous les faits pertinents sont connus »⁷. Il s'agit bien là d'une définition dans son sens le plus pur. Ils poursuivent en affirmant que la recherche doit être basée sur des faits, inclure tous les faits pertinents et être limitée à un champ d'observation bien défini.

La définition des Newcombe n'est pas seulement restrictive mais serait supposée rester libre de toute valeur. Les Newcombe ont soutenu qu'au minimum on devrait employer des modèles quantitatifs compatibles avec l'école de la science pure. Il n'est pas étonnant que d'autres spécialistes canadiens aient adopté une perspective plus large en termes de définition.

Il est toutefois significatif que les Newcombe aient aussi adopté la perspective plus traditionaliste concernant la définition « négative » de la paix. Ils ont, par exemple, affirmé que la paix est une situation qui existe dans un « monde dans lequel la guerre ne surgit pas et *ne peut plus* surgir ». C'est une situation où « des conflits se produiraient encore parmi les nations ... et doivent être résolus par certains mécanismes (la guerre n'étant plus possible) »⁸.

D'autres Canadiens, tels William Eckhardt et Michael Wallace, ont développé des perspectives plus ouvertes à l'école critique radicale tout en essayant de combler certaines des différences⁹. L'école critique radicale n'a pas été tellement influente au Canada même si elle a ses défenseurs. Un certain nombre de facteurs ont joué ici un rôle significatif. D'abord, la guerre du Viet-Nam n'a jamais été aussi importante pour le mouvement de la recherche canadienne sur la paix qu'aux États-Unis. Ensuite, les traditionalistes canadiens ont incorporé un bon nombre d'arguments avancés par les écoles critiques radicales américaines et européennes — particulièrement dans l'environnement national local. Troisièmement, les arguments idéologiques des orientations marxistes vs les orientations non-marxistes n'ont pas été d'une grande importance dans le contexte canadien. C'est pourquoi les tentatives de quelques chercheurs canadiens de réduire ici les types de divergences qui se sont produits aux États-Unis ont tendu à donner l'apparence d'une cohérence plus grande dans le cas canadien.

⁷ *Peace Research Reviews*, 4, 2, 1972: 2.

⁸ *Ibid.*: 1.

⁹ William Eckhardt, « A Brief Review of the Radical Critique of Peace Research », *Proceedings of the International Peace Research Association*, 4th General Conference, 1973: 125-135.

Comme aux États-Unis, les traditionalistes ont eu tendance au Canada à affronter les arguments de la critique radicale. Norman Alcock, par exemple, a affirmé qu'il s'était habitué à être attaqué à la fois par l'aile gauche du mouvement de la recherche sur la paix et par les partisans de la communauté des études canadiennes de stratégie¹⁰.

Un des traits caractéristiques de la recherche canadienne sur la paix est la quantité des publications de ses chercheurs publiées dans les grandes revues non-canadiennes de la recherche sur la paix. Cette tendance est en contraste direct avec le cas des membres de la communauté canadienne des études stratégiques.

Si on se tourne du côté des propositions politiques, il y a une orientation canadienne distincte de la recherche sur la paix qui la met à part de son homologue aux États-Unis et en Europe. Les chercheurs canadiens ont combiné des caractéristiques des écoles traditionaliste et radicale en proposant des solutions, soit internationales, soit canadiennes, aux problèmes de la guerre et de la paix. En 1971, par exemple, Norman Alcock soulignait le besoin de combiner des aspects des conceptions négative et positive de la paix si l'on tenait à résoudre certains problèmes internationaux : la pollution et la pauvreté seraient affrontées à l'intérieur du Canada alors que la paix serait poursuivie par la réduction des armements et le développement mondial par les Nations-Unies et l'aide au développement¹¹. L'Institut canadien de recherche sur la paix (CPRI) a mis de l'avant dans un livre plus récent un plan d'action en trois points qui, s'il était entrepris, augmenterait les chances d'un contexte international plus pacifique et réglerait certaines des difficultés majeures concernant la pauvreté dans le monde¹². Le plan proposait d'abord une phase de désarmement commençant en 1982 où tous les États réduiraient leurs armements au rythme de 10% par an. La surveillance de cette phase serait fiscale et les sommes épargnées seraient investies dans l'économie domestique des États. On recommandait ensuite un renforcement graduel de l'aide à l'étranger. Chaque État paierait selon ses capacités ou recevrait selon ses besoins. Le plan du CPRI recommandait enfin la mise sur pied d'une force de paix multinationale pour intervenir dans les conflits mondiaux.

Cette proposition s'écarte jusqu'à un certain point de l'orientation de base du mouvement de la recherche sur la paix. Elle semble accepter la nécessité de tenir graduellement sous contrôle l'usage de la force et à ce point de vue reconnaît de manière réaliste le besoin des forces pour maintenir la paix. En d'autres mots, elle accepte le principe que les États puissent recourir à la force et utiliser les principes de Clausewitz pour résoudre les conflits. Cette position serait rejetée par l'école critique radicale américaine.

¹⁰ Norman Alcock, éditorial, *Peace Research Review*, 4, 4, 1972.

¹¹ *The Emperor's New Clothes*, 1971, Canadian Peace Research Institute, Oakville.

¹² Norman Alcock et al., 1982, 1978, Canadian Peace Research Institute, Oakville.

On notera que l'accent mis en même temps sur l'aide à l'étranger et sur le désarmement, combine les caractéristiques des définitions positive et négative de la paix.

Une des orientations principales du mouvement canadien qui établit clairement son identité particulière, est représentée par les propositions politiques qui renforceraient les Nations-Unies et/ou iraient dans le sens d'un fédéralisme mondial. Le programme d'action 1978 du CPRI conservait l'état-nation comme acteur mais avec un contrôle décroissant sur les moyens de la guerre. Certains chercheurs importants de la paix, comme les Newcombe¹³, ont exprimé leur préférence pour le fédéralisme mondial, mais ce thème n'a pas été mis de l'avant aux États-Unis. Pareilles propositions ne sont évidemment pas libres de toute valeur; la préférence pour un fédéralisme mondial ne découle pas, *ipso facto*, d'une analyse purement scientifique des relations internationales ou de la recherche sur la paix.

Même si le mouvement canadien de recherches sur la paix a été actif et que certains de ses membres ont une réputation internationale, un bon nombre de problèmes ont continué d'hypothéquer le domaine. D'abord, les recommandations politiques majeures de ses membres principaux, comme c'est le cas aux États-Unis, n'ont pas constitué le principal courant de pensée au gouvernement ou dans les cercles académiques. Le chef du Groupe d'Analyse et de Recherche Opérationnelle du ministère de la Défense Nationale, le Dr G. Lindsey, a parlé par exemple, en faisant référence à des groupes comme le CPRI, « d'originaux j'veux-faire-du-bien, dénigrant quiconque est en uniforme »¹⁴.

La communauté canadienne de la recherche sur la paix a, malgré cette attaque, vu son accès aux cercles gouvernementaux grandir dans les quelques dernières années par le biais du Groupe Consultatif sur le Contrôle des Armements et du Désarmement du ministère des Affaires Extérieures du Canada. Le groupe consultatif, présidé par l'« Ambassadeur au Désarmement », se réunit deux fois par an pour discuter de problèmes politiques en cours. Le rôle de ce groupe a été reçu cependant avec un certain scepticisme et un sentiment d'ambiguïté par la communauté de la recherche sur la paix qui a émis l'opinion que la principale raison d'être du groupe se trouve dans la cooptation qu'il permet.

On observe également des rapports différents entre la majorité des universitaires canadiens qui se considèrent comme des analystes de la stratégie et les membres des groupes de la recherche sur la paix. Les analystes de la stratégie ont tendance pour la plupart à ignorer les vues politiques des chercheurs sur la paix. Suivant le rédacteur actuel de la revue *Peace Research*, par exemple, « les millions de citoyens ordinaires, qui de par le monde font

¹³ Hanna Newcombe est l'actuelle Présidente des Fédéralistes Mondiaux du Canada.

¹⁴ *Maclean's*, 7 janvier 1980: 44.

partie des marches de protestation contre les armes nucléaires et les guerres, semblent plus au courant, plus réalistes et plus rationnels dans leur diagnostic des dangers de la militarisation et de la guerre que nos universitaires « éclairés », nos bureaucrates « au service du public » et nos politiciens « amoureux du peuple »¹⁵. Que cette opinion représente ou non la réalité, elle reflète sûrement une certaine humeur parmi les avocats de la recherche sur la paix. Les opinions politiques des chercheurs canadiens sur la paix ont en tout cas reçu plus d'attention depuis 1980 dans un bon nombre de cercles. Tout d'abord, l'influence accrue des mouvements pacifistes européens et américains a eu des retombées au Canada. La majorité des Européens, des Américains, des Canadiens sont aujourd'hui plus conscients des dangers de la guerre nucléaire; les propositions d'arrêt de la course aux armements nucléaires, par exemple le gel nucléaire, ont donc reçu une attention et une publicité considérables. Par ailleurs, les discussions qui ont conduit jusqu'en 1982 à la seconde session des Nations-Unies sur le Désarmement (UNSODD II) ont donné à la recherche canadienne sur la paix une occasion plus opportune de voir ses propositions politiques discutées. Toutes les organisations principales de la recherche non-gouvernementale sur la paix ont fait au printemps 1982 des représentations devant le Comité de la Chambre des Communes sur les Affaires extérieures et la Défense. Certaines de ces recommandations ont été adoptées parmi les recommandations du rapport du comité sur la Sécurité et le Désarmement¹⁶.

Les médias écrits et électroniques prêtent aujourd'hui une plus grande attention aux types de causes défendues par les chercheurs sur la paix. Le *Toronto Star*, par exemple, a explicitement décidé de mettre l'accent sur les problèmes de la course aux armements nucléaires et le journal est devenu dans ses éditoriaux un ferme soutien au désarmement nucléaire. Cette question a été également débattue en politique municipale ce qui a entraîné une couverture supplémentaire par les médias.

Malgré ces développements positifs, le soutien à la recherche canadienne sur la paix reste faible aux plans institutionnel, académique et financier. Sur le plan des institutions, le *Canadian Peace Research Institute* (CPRI) était établi en 1960-61 à Oakville en Ontario avec Norman Alcock comme directeur. Les Newcombe étaient à l'origine membres du CPRI mais ils fondèrent en 1976-77 le *Peace Research Institute-Dundas*. La création de cet institut a contribué à affaiblir la base institutionnelle du mouvement au Canada même si elle n'était pas due à des différences politiques ou idéologiques. Le CPRI a fermé ses portes en 1981 après avoir déménagé à Huntsville en Ontario pendant une brève période. Le *Peace Research Institute-Dundas* reste donc le seul de son espèce au Canada.

¹⁵ M.V. Naidu, « The Price of Peace Research », *Peace Research*, 14, 1, 1982: i.

¹⁶ House of Commons, SCEAND Committee on External Affairs and National Defense, *Report on Security and Disarmament*, avril 1982.

Du point de vue académique, la recherche sur la paix n'est pas particulièrement bien insérée dans les universités canadiennes. Le projet Ploughshares est situé au Conrad Gerbel College mais il n'est lié à aucun programme académique. Même si des cours sur la recherche sur la paix sont offerts dans plusieurs universités canadiennes, ils n'ont jamais représenté la partie-clé d'un programme conduisant à un diplôme. On notera toutefois l'existence du *Canadian Peace Research and Educational Association* (CPREA) créée en 1966, organisation qui permet aux universités et aux diplômés de coordonner leurs activités dans ce domaine. La CPREA encourage la recherche et a pris le contrôle en 1982 de la revue *Peace Research* publiée de 1969 à 1981 par le CPRI.

C'est en 1981 qu'on a commencé à mettre sur pied une nouvelle organisation appelée *Science for Peace*. *Science for Peace* a activement agi pour coordonner le rôle des différents chercheurs et individus intéressés par les problèmes pertinents aux aspects variés de la guerre et de la paix. Elle a réussi à obtenir l'accord de l'université de Toronto pour créer une chaire d'Études de la Paix mais aucun titulaire n'a encore été nommé pour occuper la chaire.

Un problème majeur, probablement le plus important, reste le manque de subventions adéquates — publiques ou privées — à la recherche sur la paix au Canada. Ce fut la raison principale de la fermeture du CPRI; ce manque de fonds limite de fait les travaux du *Peace Research Institute-Dundas* et empêche l'activité de la chaire d'Études de la Paix à l'université de Toronto. Cette situation a causé, on s'en doute, une frustration considérable. M.V. Naïdu faisait par exemple remarquer que « les agences et ministères des gouvernements qui dépensent des milliards de dollars en recherches militaires, préparation de guerre et études de stratégie, sont notoirement avares pour allouer des fonds aux études sur la paix, à l'éducation à la paix et à la recherche sur la paix. Le gouvernement canadien ne fait pas exception à la règle »¹⁷.

Le manque de ressources adéquates a été signalé au Comité des Communes pendant ses auditions préparatoires à l'UNSSOD III. Le rapport final du Comité recommandait sur ce point que « le gouvernement autorise des études supplémentaires des effets sur l'économie canadienne des dépenses consacrées à la Défense et des accords variés possibles sur le contrôle des armements et le désarmement »¹⁸. Si cette recommandation était appliquée, elle réglerait en partie les préoccupations de la communauté de la recherche sur la paix qui préférerait voir des fonds gouvernementaux spécifiques alloués à des chaires de recherche sur la paix dans les universités canadiennes. À moins que la recherche sur la paix au Canada soit subven-

¹⁷ Naïdu, « The Price of Peace Research », art. cit.: i.

¹⁸ *Report on Security and Disarmament*, p. 61.

tionnée de manière stable et continue, il est douteux que sa présence dans la recherche et les universités puisse être poussée plus loin.

▣ Les études de stratégie au Canada

Les problèmes et difficultés auxquels les études canadiennes de stratégie font face sont à certains égards à l'exact opposé de ceux de la recherche sur la paix au Canada. Il y a une infrastructure relativement bien établie — gouvernementale et non-gouvernementale — et un appui financier considérable. Mais il n'y a que peu de tradition ou de contenu canadiens aisément identifiables dans ce domaine.

L'analyse de cette situation doit d'abord partir du fait que le domaine ne peut être classé de la même manière qu'aux États-Unis. Il n'y a pas de manières d'aborder le sujet qui soient clairement opposées entre détente et antidétente ou entre paix et contrôle des armements par la force. Il n'y a pas d'équivalent canadien du Comité U.S. sur le Danger Actuel (U.S. Committee on the Present Danger), pas d'Institut de recherche de droite, pas de communauté unie sur la question du contrôle des armements.

Il y a donc des problèmes de catégorisation des études canadiennes de stratégie. Un certain nombre d'options viennent à l'esprit. Il y a des distinctions entre les groupes gouvernementaux et non-gouvernementaux, mais c'est plus une question d'institution que de contenu. Du point de vue contenu, il faut distinguer entre les avocats de l'indépendance militaire (les révisionnistes) et les avocats de l'interdépendance militaire (les traditionalistes)¹⁹. Les traditionalistes en ce domaine mettent plus l'accent sur le rôle du Canada dans l'OTAN et le NORAD alors que les révisionnistes tendent à mettre l'accent sur l'Arctique, la souveraineté canadienne et le maintien de la paix. Lorsque les révisionnistes soulignent l'importance des activités de maintien de la paix, ils avancent souvent que des fonds plus importants devraient être alloués à l'aide au développement international qui seraient retirés du budget de la Défense. Les révisionnistes tendent ainsi à partager des vues similaires à celles des chercheurs traditionalistes sur la paix, mais leurs propositions politiques ne représentent cependant pas l'opinion majoritaire des universitaires canadiens œuvrant dans ce domaine.

La crise de la détente et la détérioration des relations Est-Ouest ont eu leur effet sur les études canadiennes de stratégie. On peut aujourd'hui distinguer ceux qui favorisent un contrôle modéré des armements et ceux qui sont sceptiques sur ce contrôle. Les premiers expriment des opinions analogues à celles qu'exprime le courant principal dans les groupes américains qui favorisent le contrôle des armements. Ils ont tendance à soutenir la double

¹⁹ Voir Stephen Clarkson (éd.), *An Independent Foreign Policy for Canada ?*, 1968, MacLellan and Stewart, Toronto.

approche de la sécurité nationale par le gouvernement canadien, c'est-à-dire la défense plus la limitation des armements, mais en insistant davantage sur la limitation. Les sceptiques sont d'accord en principe avec cette double approche mais soulignent la nécessité d'une préparation militaire adéquate. Les différences entre ces deux groupes pourraient devenir plus apparentes si aucun progrès n'est fait dans les négociations sur les armes nucléaires ou si des accords sont obtenus qui paraîtraient inacceptables aux sceptiques du contrôle des armements.

Du point de vue institutionnel, il y a eu des changements considérables depuis le début des années 70. Avant cette époque, les études de stratégie étaient au Canada manifestement sous-développées, au gouvernement comme dans les secteurs privé et universitaire. Le ministère de la Défense Nationale n'avait à cette époque qu'une capacité limitée de recherche interne pour s'occuper des problèmes de stratégie militaire, peu d'universités canadiennes offraient des cours dans le domaine et aucune organisation ou institut de recherche non-gouvernemental n'existait qui s'occupait exclusivement de problèmes de stratégie.

Au début des années 80, une structure clairement identifiable avait émergé. Le Groupe d'Analyse et de Recherche opérationnelle du ministère de la Défense a étendu ses activités et un bon nombre de ses analystes en stratégie ont atteint une réputation respectable par leurs publications. La Direction de la Planification de la Politique Stratégique a de plus présenté une évaluation stratégique qui devait être utilisée au gouvernement dans un but de planification politique.

Les universités canadiennes ont montré des signes d'un intérêt accru envers les études stratégiques. Cet intérêt est dû en majeure partie au soutien financier du ministère de la Défense nationale par le biais du Programme d'Études Stratégiques et Militaires (MSS). Plus d'une douzaine d'universités canadiennes ont depuis le début des années 70 augmenté et qualifié, grâce à ce programme, ce qu'elles offraient en études stratégiques. Il existe à présent trois centres de recherche et six chaires d'enseignement subventionnés par le programme MSS. Il faut ajouter le Programme de Recherches en Études Stratégiques que l'université York a créé, qui mène des recherches indépendantes et agit en même temps comme branche-recherche du *Canadian Institute of Strategic Studies* (CISS).

Aucune organisation non-gouvernementale au début des années 70 ne centralisait ses recherches exclusivement sur les études de stratégie même si l'Institut Canadien des Affaires Internationales avait un petit programme de recherche et de publication subventionné par la Fondation Donner. Ce programme a été supprimé au milieu des années 70. En 1976, le CISS fut créé dans le but d'accroître l'intérêt, la connaissance et la recherche liés à la sécurité nationale du Canada et aux études stratégiques. Depuis 1977, le CISS organise des séminaires deux fois par an et augmente à présent

ses activités de publication par une livraison annuelle (*Canada Strategic Review*) et une série de monographies (*Polaris Papers*)²⁰.

L'infrastructure des études de stratégie s'est donc développée bien au-delà de la phase embryonnaire et, en termes institutionnels, jouit d'une base plus forte que celle de la recherche sur la paix.

Malgré l'intérêt accru et la visibilité plus nette des études de stratégie, on continue d'entendre des critiques. La critique la plus fréquente de la gauche affirme que les études de stratégie encouragent et légitiment le militarisme. Ce type de critique semble quelque peu injustifié si on considère que les forces armées canadiennes sont passées de 126 000 au milieu des années 60 au niveau actuel de 80 000, que 1,8% seulement du produit national brut est consacré à la Défense (9% du budget fédéral), que les forces armées manquent désespérément d'équipement moderne (spécialement la marine) et que les engagements canadiens dans le domaine de la défense excèdent largement les capacités réelles. Les chercheurs de la paix perçoivent pourtant les analystes de la stratégie comme poursuivant des objectifs opposés aux leurs. Ce sentiment persistera sans aucun doute, même si cette perception simplifie la réalité et est jusqu'à un certain point inexacte.

La principale critique de l'intérieur même des milieux des études de stratégie et qui continue d'être entendue, porte sur le manque de pensée stratégique indépendante. En 1978, par exemple, John Gellner, le rédacteur du *Canadian Defense Quarterly*, soutenait ceci : « Sur la voie qui mène à une approche strictement objective, et intellectuellement irréprochable, des préoccupations liées à la sécurité canadienne, se dressent encore une tradition désorientée faite d'un ramassis d'influences, le poids mort des vieilles idées et peut-être un complexe d'infériorité inné qui en matière de défense ont poussé et poussent encore les Canadiens à se rapporter aux opinions des autres plutôt qu'à former les leurs propres »²¹. Selon cette opinion, les Canadiens ont généralement laissé à d'autres — spécialement aux Américains — les enjeux les plus globaux de la sécurité nationale qui affectent le Canada. Il n'y a en effet aucun stratège canadien de stature internationale et on a soutenu que « pendant les deux guerres mondiales, le Canada n'avait produit aucun stratège militaire de quelque importance »²².

Il y a beaucoup de vérité dans l'observation de Gellner, mais pourquoi ? Une explication possible est le sentiment sous-jacent, a-militaire ou anti-

²⁰ R.B. Byers et S.C.M. Ing (éds), *Arms Limitation and the United Nations, The Polaris Papers*, no 1, 1982, Canadian Institute of Strategic Studies, Toronto.

²¹ John Gellner, « Strategic Analysis in Canada », *International Journal*, XXXIII, 3, 1978: 505. Pour une critique précédente, voir Colin Gray, « The Need for Independent Canadian Strategic Thought », *Canadian Defense Quarterly*, 1, 1, 1971: 6-12.

²² Gellner, « Strategic Analysis in Canada », p. 494.

militaire, des Canadiens. L'expression de George Stanley : « l'histoire militaire d'un peuple non-militaire » résume l'essentiel de cet argument. Les Canadiens n'ont jamais été particulièrement intéressés aux choses militaires. Cependant, ce sentiment ne devrait pas être significatif pour ce qui est de l'état de l'analyse canadienne de la stratégie. De plus, ce sentiment semble avoir été surtout latent et ne devrait affecter qu'indirectement le public intéressé, les ministres du Cabinet et autres décideurs politiques qui ont l'occasion peu fréquente de s'intéresser aux enjeux de la sécurité nationale.

On pourrait aussi noter que les spécialistes canadiens n'ont prêté qu'une attention insuffisante à la politique canadienne de la défense et ne l'ont pas replacée dans un contexte stratégique plus large. De plus, les débats qui ont eu lieu ont souvent résulté dans des propositions de changements défendues par des non-experts, alors que ceux qu'on appelle les « experts universitaires » ont eu tendance à soutenir le statu-quo. Il est donc juste en un sens de soutenir que les révisionnistes militaires s'impliquent de temps en temps lorsqu'ils pensent que le gouvernement pourrait vouloir changer sa politique alors que les traditionalistes universitaires tentent de défendre le statu quo qui dans certains cas devrait être changé. C'est pourquoi les analystes universitaires canadiens de la stratégie ont été critiqués de n'en pas faire assez et aussi de le faire pauvrement. Il y a une certaine justification à ce genre de critique puisque la communauté académique devrait être en première ligne des nouvelles réflexions sur les problèmes de la sécurité nationale. Il faut espérer que le syndrome des « vieilles idées » ne constitue pas une tradition intellectuelle mais plutôt un point de départ à des analyses plus étendues.

Un autre facteur qui a inhibé le développement d'une pensée plus indépendante tient au rôle et à la position du Canada dans le système international. En raison du manque relatif de puissance militaire et d'influence du pays dans les affaires mondiales, il y a moins d'intérêt dans les études stratégiques que cela aurait pu être le cas s'il en avait été autrement. Les enjeux-clés de la menace militaire, de la capacité et des objectifs des Soviétiques ont pris moins d'importance pour les Canadiens que pour les Américains et les Européens. La plupart des analystes canadiens de la stratégie sont d'avis que la seule menace militaire directe pour le Canada est une guerre nucléaire entre les deux superpuissances. En partant d'autres perspectives stratégiques, la géographie a favorisé le Canada et aussi longtemps que les États-Unis considèrent l'Amérique du Nord comme un seul ensemble de sécurité nationale, les Canadiens seront protégés des menaces militaires extra-contininentales. En fait, l'argument de la frontière « non défendue » et l'argument d'une défense « autonome » ont tous deux tendu à bloquer le développement des intérêts et la réflexion concernant les enjeux de la sécurité nationale.

La logique de cet argument amène à conclure que le besoin d'une pensée stratégique indépendante — spécialement dans les cercles non-gouvernementaux — est minimal. S'il n'y a pas de menace directe et que le Canada n'a

pas d'« ennemis » au sens traditionnel de la préoccupation d'une attaque militaire directe, pourquoi alors s'en faire avec l'analyse stratégique ? Cette opinion simplifie par trop, cependant, le débat et néglige de tenir compte des objectifs de la politique de sécurité nationale canadienne et des rôles des forces armées canadiennes.

Puisque le Canada ne peut espérer éviter d'être impliqué dans un conflit nucléaire Est-Ouest, il revient aux Canadiens de s'intéresser activement aux développements stratégiques plus larges des superpuissances. Les universitaires canadiens ont en général évité dans le passé ce genre d'analyse même si la situation a changé ces dernières années où ont émergé des signes d'un plus grand intérêt pour les questions relatives à la dissuasion nucléaire, à la limitation des armements et à d'autres aspects de la sécurité occidentale et même globale²³.

Si l'on met de côté les rapports des superpuissances Est-Ouest, il est inexact également d'assumer qu'aucun débat proprement canadien sur la sécurité ne vaille la peine d'être évoqué. Dans les cercles non-gouvernementaux, par exemple, la question de l'Arctique dans le débat sur la sécurité prend une importance croissante. Les débats sur la sécurité liés à la mise en place de la zone économique des 200 milles en mer ont également rencontré une plus grande attention²⁴. Pour sa part, le CISS a mis nettement l'accent dans ses séminaires sur le problème de la préparation industrielle du Canada et le *Center for Studies in Defense Resources Management* du Collège Militaire Royal insiste sur l'étude des implications économiques des dépenses faites pour la défense du Canada.

Il y a eu des courants positifs en termes de résultats de recherche et l'attaque de Gellner à propos d'un « complexe d'infériorité » canadien mérite qu'on lui réponde. Il n'y a pas de doute que les analystes militaires au Canada ont été influencés à la fois par la tradition britannique et, depuis l'âge nucléaire, par la pensée stratégique américaine. L'importance des influences externes n'est pas surprenante si on considère que le Canada a été historiquement lié au Royaume-Uni pour sa sécurité nationale et que depuis 1945 il a activement coopéré avec les États-Unis pour la défense de l'Amérique du Nord.

Du point de vue gouvernemental, il est probablement plus approprié de dire qu'un des résultats de l'interdépendance militaire — participation à l'OTAN et au NORAD — est que les fonctionnaires du gouvernement sont trop prêts à accepter les conseils prévalents de nos alliés américains et euro-

²³ Voir par exemple R.B. Byers et al., *Canada and Western Security : The Search for Options*, 1982, Institute for Research in Public Policy, Montréal.

²⁴ Voir Franklyn Griffiths, « A Northern Foreign Policy », *Wellesley Papers*, 7, 1979, Canadian Institute of International Affairs, Toronto, et Barbara Johnson et Mark W. Zacher (éds), *Canadian Foreign Policy and the Law of the Sea*, 1977, University of British Columbia Press, Vancouver.

péens. Ceci n'est pas nécessairement un complexe d'infériorité mais plutôt une acceptation de la culture stratégique dominante hors du Canada. Il y a, c'est évident, des dangers de voir les hauts fonctionnaires accepter sans critique le point de vue de Bruxelles ou de Washington. Nos politiciens et nos fonctionnaires n'ont parfois malheureusement pas prêté une attention suffisante à ce problème particulier.

La communauté académique fait face de son côté à d'autres types de difficultés. Loin des centres de décision en Europe et aux États-Unis, il lui est plus difficile de participer au débat. Les analystes canadiens de la stratégie n'ont pas publié de manière extensive dans les revues de stratégie non-canadiennes et les débouchés des publications canadiennes sont limités. *The Canadian Defense Quarterly* est une exception et la nouvelle série de monographies du CISS devrait aider à améliorer cette situation.

Un autre sujet de quelque importance concerne le rapport entre les groupes gouvernementaux et non-gouvernementaux qui s'intéressent à la sécurité nationale. Historiquement, Ottawa n'a pas encouragé le débat sur la sécurité nationale canadienne. Le Parlement montre peu d'intérêt pour ces débats même si cela semble changer grâce aux efforts du sous-comité du Sénat sur la Défense Nationale. La Chambre des Communes débat rarement des questions de sécurité et le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense n'a pas, la plupart du temps, assumé de rôle de leadership. Même si les ministères des Affaires extérieures et de la Défense plaident le besoin d'un public plus informé et d'une communauté non-gouvernementale plus active, les deux ministères restent indûment sensibles à la critique.

Au vu de ce genre de problème, les implications pour la communauté non-gouvernementale sont claires. D'abord, son influence directe est minimale et quand elle participe à la prise de décision son effet réel a tendance à rester marginal. Contrairement au système américain, le besoin d'un secteur non-gouvernemental influent, tel que le perçoit le monde des fonctionnaires à Ottawa, va en sens inverse de la philosophie qui prévaut au gouvernement. On tolère bien les universitaires et autres, mais on ne les prend pas très au sérieux dans les cercles gouvernementaux. Ce qui est compris comme une « tour d'ivoire » ne représente pas la réalité pour celui qui prend des décisions – probablement pour de bonnes raisons. Deuxièmement, reconnaître un rôle extérieur serait aussi diminuer l'importance du fonctionnaire du gouvernement et menacer sa position et son influence dans la structure bureaucratique du pouvoir. Troisièmement, il n'y a pas de tradition canadienne d'engagement d'universitaires ou de spécialistes du secteur privé pour des périodes limitées avant de les retourner à leurs professions.

Certains problèmes tiennent au secteur non-gouvernemental. Le Canada produit peu de journalistes ou d'éditorialistes de premier rang spécialisés

dans des débats sur la sécurité nationale. La couverture par les médias tend donc à rester limitée et à porter sur des questions liées à la défense du Canada qui sont parfois presque inexistantes. La communauté universitaire doit à ce propos partager quelques responsabilités. Malgré une croissance de l'intérêt depuis dix ans, trop peu d'universitaires s'intéressent aux études de stratégie, et les analystes doivent en ce domaine dépasser la méfiance associée aux « choses militaires » qui tend à émerger dans la communauté universitaire canadienne. Les facilités de recherche et les ressources financières restent limitées et les résultats des spécialistes ont été loin d'être extensifs, malgré des subventions et des organisations institutionnelles renforcées. Certains des travaux les meilleurs ont été en fait produits par des non-Canadiens ou par des Canadiens qui ne sont pas engagés par les universités.

Pour le dire en bref, il faudra encore un certain temps avant de dépasser les critiques adressées aux études de stratégie.

▣ Les développements futurs

Les domaines de la recherche sur la paix et des études de stratégie sont clairement affectés par la situation mondiale où deux tendances opposées sont apparues et sont là pour le moment. D'un côté, il y a tension entre les superpuissances et insistance accrue de l'administration Reagan sur la défense nationale jointe au comportement inacceptable des Soviétiques dans l'invasion de l'Afghanistan. De l'autre côté, il y a préoccupation accrue concernant les dangers d'une guerre nucléaire accompagnée de la montée des mouvements pour la paix européens, américains et canadiens. L'échec de UNSSOD II pourrait avoir un effet négatif sur les enjeux généraux du désarmement, mais les conférences qui se poursuivent sur les armes nucléaires et autres développements stratégiques devraient assurer que le débat sur la guerre nucléaire restera en première ligne des préoccupations publiques.

Ces préoccupations prises ensemble pourraient avoir pour effet, du côté de ceux qui favorisent un contrôle modéré des armements et du côté des traditionalistes de la recherche sur la paix, le partage croissant de vues similaires et la défense de propositions politiques comparables. Si cela se produit, les différences à l'intérieur des mouvements de recherche sur la paix et des études de stratégie pourraient devenir plus aiguës. Il est possible que cela conduise à un réalignement assez différent des deux champs d'études.

Si la fragmentation de la communauté américaine des études de stratégie se poursuit, le développement de points de vue canadiens plus indépendants pourrait prendre de l'ampleur. Il y a peu de doute de voir l'orientation générale et la philosophie de l'administration Reagan donner plus de

prise aux désaccords avec la politique américaine de sécurité que cela n'a été le cas pendant les années 70.

Il n'y a pas de raison d'un point de vue politique que la composante non-gouvernementale des études canadiennes de stratégie devienne plus influente. Il y a peu d'indices qu'Ottawa se mettra à écouter sérieusement. Leur influence pourrait cependant croître si l'intérêt du public pour les débats sur la sécurité nationale continue de monter. C'est particulièrement vrai si les dangers de guerre nucléaire restent au premier plan.

En ce qui concerne les développements institutionnels futurs, deux observations viennent à l'esprit. D'abord, le mouvement de la recherche sur la paix restera sans aucun doute en difficulté financière et la base institutionnelle restera faible sans le soutien du gouvernement. Les universités canadiennes pourraient prendre d'elles-mêmes l'initiative d'inclure la recherche sur la paix dans les formations qu'elles offrent, mais ceci reste improbable en raison des difficultés financières des universités. Par ailleurs, le pronostic est plus optimiste pour ce qui est des études de stratégie. La clé reste cependant le soutien continu du ministère de la Défense Nationale par le biais du Programme d'études militaires et stratégiques. Si ce soutien devait être retiré, le contenu académique dans les universités canadiennes en serait affecté. Enfin, il est tout à fait possible que l'Institut Canadien des Études de Stratégie établisse un programme solide de recherches et de publications.

Pour ce qui est du contenu de la recherche, les chercheurs sur la paix et les analystes de la stratégie seraient bien avisés de prêter plus d'attention aux recherches des uns et des autres et d'utiliser les approches des deux domaines qui offrent de l'ampleur à des analyses et des propositions politiques plus appropriées pour augmenter les chances de la paix et de la sécurité.

« Le Missile MX transporte une puissance explosive plus grande que toutes les bombes utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée ».

Louis Perillier

Source : *Le Nouveau Contrat Social*, no 102 du 15 juin 1980